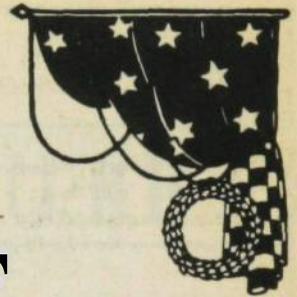




ÉTATS-UNIS:



le FÉMINISME sous les drapeaux?



La « défense de la nation américaine semble indissociable de la mise au pas du mouvement des femmes. Carter lance en janvier le rétablissement du recensement militaire; il y joint les femmes, piégeant ainsi sur le terrain de l'égalité formelle les organismes qui se battent depuis des années pour l'égalité des droits des femmes. Reagan base sa « croisade » sur le retour de la suprématie militaire américaine et la mise en échec des deux revendications féministes majeures : l'avortement et l'Equal Rights Amendment.

Devant la montée du militarisme aux États-Unis, la menace qu'il représente pour le mouvement des femmes américaines et par extension, pour nous aussi, nous sommes allées en mai dernier à New York rencontrer des représentantes de diverses organisations féministes, de mouvements pour la paix et de groupes anti-conscription, pour mieux comprendre la situation et évaluer les capacités de résistance à cette militarisation.



LE RETOUR DE LA CONSCRIPTION

Depuis le 12 juin 1980 (date de la ratification de la loi par le Sénat), tous les hommes américains âgés de 19 et 20 ans vont devoir remplir un formulaire de recensement dans l'éventualité d'une future conscription. Il leur faut fournir nom, adresse et numéro d'assurance sociale pour que l'armée puisse les appeler en cas de besoin. Ceux qui se soustrairont à cette formalité risquent une amende de \$ 10 000 et pas moins de cinq ans de prison. Contrairement à ce qu'on pense généralement, la conscription n'a pas toujours existé aux États-Unis. Cette institution si « démocratique », pour reprendre les termes de ses actuels partisans, n'a été permanente que depuis la guerre froide : de 1948 à 1973 sans interruption. Auparavant, elle coïncidait avec des périodes de guerre, guerre civile américaine, Première et Deuxième Guerres mondiales. Ce n'est qu'en 1975 que Ford met fin à l'enregistrement (les derniers militaires américains quittent alors Saïgon).

« Passer une année ou deux dans le service national, c'est une bien modeste contribution quand on a la chance de vivre dans une pareille république ». »

En effet, les nostalgiques de l'armée représentative de la nation ne baissent pas les bras pour autant une fois la conscription supprimée². Ils n'apprécient guère le service volontaire qui est venu remplacer la conscription en juin 1973. En septembre 1979, une proposition pour rétablir le recensement fut défaite à la Chambre des Représentants et ce, grâce à l'intervention de l'administration Carter. Quelques mois plus tard, le même Carter annonçait dans son discours sur l'état de l'Union sa proposition de

1. Éditorial du San Francisco Chronicle du 20 avril 1980.

2. La conscription a officiellement été abolie en 1973 et le recensement en 1975.

recenser les Américains — et les Américaines — âgé-e-s de 19 et 20 ans. Il prenait soin d'ailleurs de soumettre au Congrès deux propositions distinctes, une pour les hommes et l'autre pour les femmes. On sait depuis que seuls les premiers bénéficieront de ce « privilège national ».

La patrie en danger : défense ou agression ?

Prétexte officiel de ce retour au recensement : cela sauverait un temps précieux — de 90 à 100 jours selon l'administration, de 12 à 15 jours selon les mauvais esprits qui s'opposent au recensement — dans le cas d'une mobilisation d'urgence. Geste prévoyant et soucieux de défense, c'est donc ainsi que l'administration Carter a justifié son virage à 180°.

Selon Martha Baker, de Women Strike for Peace³, cette mesure n'a rien à voir avec la défense. Elle constitue plutôt une arme offensive qui prend d'abord pour cible les Américain-e-s eux-mêmes. Sur le plan international, elle ne peut servir à autre chose qu'à des guerres d'intervention, et non à une éventuelle défense des côtes américaines. Quant aux frontières nord et sud des États-Unis, les menaces canadienne et mexicaine ne semblent pas suffisamment sérieuses pour justifier une pareille mesure !

Mais c'est surtout la question de l'armée volontaire, ou plutôt sa remise en question, qui permet aux experts militaires et aux mass-médias de remettre à l'honneur le système de la conscription. On découvre très soudainement que le « All Volunteer Force »⁴ ne vaut pas un clou, alors qu'en décembre 1978 — ce n'est pas si loin — une étude du Pentagone concluait que la conscription en temps de paix n'était pas nécessaire.

Qui veut se battre pour l'Amérique ?

Étonnement, ce n'est pas parce que les bureaux de recrutement restent déserts que l'on se met à douter en haut-lieu du système de l'engagement volontaire.

Bien au contraire, on a recruté sec depuis le début de l'année et les chiffres sont bien meilleurs qu'en 1979. Le chômage aurait-il une influence directe sur les vocations patriotiques ? Au printemps de cette année, les objectifs du Pentagone en terme d'effectifs étaient couverts à 96 % avec plus de deux millions d'hommes et de femmes (7,4 % du personnel militaire) volontaires dans les quatre secteurs des forces armées américaines.

De la valeur stratégique du quotient intellectuel

Le problème, c'est la qualité. Savoir marcher, saluer, faire son lit au carré, obéir, combattre et s'amuser si finement entre hommes durant les permissions, ces fonctions pourtant traditionnelles du sans-grade sous l'uniforme ne suffisent plus. Les aspirants à la carrière doivent posséder un niveau scolaire minimal qui puisse correspondre au raffinement technologique d'une armée moderne. Or, seulement 3,2 % des engagés durant l'année dernière pouvaient se prévaloir d'un niveau collégial. Qui peut prendre au pied de la lettre les propositions alléchantes de formation professionnelle et de promotion sociale qui s'étalent sur les publicités des

services de recrutement de l'armée, si ce n'est ceux qui n'ont ni scolarité, ni statut social ?

Pour Roz Boyd, du Committee Against Registration and the Draft (C.A.R.D.)⁵, l'argument tant avancé de la prétendue pauvreté de l'armée actuelle ne fait que cacher le manque de personnel hautement qualifié dont le Pentagone a besoin pour équiper ce qu'il appelle « Rapid Deployment Forces ». Ce sont des forces d'intervention et de retrait rapides, très entraînées et très spécialisées, que l'on peut expédier dans n'importe quel coin du globe où les intérêts américains sont menacés. Rien à voir avec les besoins numériques d'une armée conventionnelle.

L'armée n'est pas assez blanche

C'est là où le bât blesse : l'armée actuelle ne « représente » pas la nation américaine, ou plutôt, elle n'en représente que les couches les plus défavorisées. Pour citer un éminent sociologue militaire de l'Université de Chicago, « il ne faut pas que notre sécurité repose sur les plus déshérités de notre société »⁶. C'est effectivement dangereux. Pour le début de la décennie 1980, on prévoit 42 % de Noirs dans l'armée américaine. Sûr qu'il sera difficile de les envoyer se battre en Afrique du Sud, comme il sera difficile d'expédier les Hispano-américains se battre en Amérique latine ou en Amérique centrale.

Montrer notre détermination aux Soviets,
ou John Wayne n'est pas mort

« Si nous, Américains, voulons réanimer le sentiment de l'intérêt national — et éventuellement convaincre le reste du monde « that we are made of good stuff » — il nous faut rétablir la conscription et construire une armée de citoyens' ». »

Si la décision de rétablir le recensement militaire peut apparaître comme un signal adressé au monde entier réaffirmant la volonté des États-Unis de maintenir leur puissance militaire, elle s'inscrit aussi dans un contexte électoral où la surenchère nationaliste peut être très payante (voir la compétition entre Carter et Reagan), et dans un contexte économique difficile dont on rend responsables les pays de l'O.P.E.P., les Russes et les Iraniens.

Selon Roz Boyd, la proposition de Carter de rétablir le recensement et éventuellement la conscription représente une manœuvre politique visant à réunifier le pays derrière lui en créant un climat de pré-guerre. « Les guerres unifient le monde, nous disait-elle, et en plus elles sont excellentes pour l'économie. » L'atmosphère un peu fébrile de pré-mobilisation permet de faire passer en douceur l'énorme accroissement des dépenses militaires au détriment des budgets de services et d'aide sociale et au profit d'une industrie d'armements de plus en plus florissante.

Ce geste a aussi été destiné à alimenter la fierté nationale quelque peu écornée par l'affaire d'Iran, à gommer dans l'opinion publique les effets des échecs ou des semi-échecs qu'ont connus les mesures de sanctions contre l'URSS et le boycott des Jeux olympiques. Il fait

3. Mouvement de femmes pour la paix et le désarmement datant du début des années 60. très impliqué dans la lutte contre la guerre du Viet-Nam.

4. Armée volontaire.

5. Comité contre le recensement et la conscription, relié au niveau national à la Coalition contre le recensement et la conscription, très impliqué durant la guerre du Viet-Nam.

6. Time Magazine du 9 juin 1980.

7. Éditorial du San Francisco Chronicle déjà cité.

appel à une réaction purement machiste : « Qui sont-ils pour nous dire quoi faire? On va leur envoyer nos boys !... » Bref, le trip à la John Wayne. Même si l'on ne se fait guère d'illusions sur les sondages et leur utilisation, ils peuvent cependant servir d'indicateurs. Dans ce cas, c'est peu rassurant : le sondage Gallup effectué en mars 1980 donnait 59 % des personnes interrogées en faveur d'un retour à la conscription, 51 % favorables à la conscription des femmes et 83 % en accord avec le recensement des hommes jeunes, qui est devenu depuis une mesure concrète. Pour citer Martha Baker : « Je suis épouvantée quand j'imagine ce qui se serait passé en Iran si on avait eu la conscription au moment le plus critique de la crise... »

Les « petites bombes »

Selon Martha Baker, de nombreux Américains trouveraient tout à fait justifié et parfaitement honorable de porter la guerre dans le Golfe Persique. Elle rapporte que lors d'une émission de télévision consacrée à la conscription, un général en retraite avait fini par admettre que la seule façon de « défendre » le Golfe consistait à utiliser des armes tactiques nucléaires. On entend de plus en plus ce son de cloche aux États-Unis, les avantages des « petites bombes »...

Au début de sa campagne pour l'investiture républicaine, George Bush, prétendant à la future vice-présidence des États-Unis, vantait les mérites des petites guerres nucléaires circonscrites à des régions particulières de la planète. Cette opinion, reprise par certains à Washington, a été largement diffusée dans la population.

Si elle fait « mousser » l'orgueil national, la tactique de Carter, une tactique du « pas à pas », présente d'autres avantages. On commence par recenser une petite couche de la population pour habituer les gens à l'idée de conscription sans risquer les réactions qu'une conscription plus large ne manquerait pas de provoquer. Cette mesure limitée permet également d'identifier les potentialités de résistance et de les épuiser, par isolement et pourrissement.



L'ITINÉRAIRE MOUVEMENTÉ DE LA PROPOSITION CARTER

Le 8 mars 1980, une sous-commission du Congrès américain consacrée au personnel des Forces armées rejette par 8 voix contre 1 le projet de recensement des femmes. Les honorables commissaires craignent en effet, malgré les clauses rassurantes du projet Carter, de voir les femmes accéder aux postes de combat. Fin du premier épisode ; les femmes n'iront pas sous les drapeaux. Cependant, la proposition de recenser les mâles de 19 et 20 ans reste sur la table. Pour lui mettre des bâtons dans les roues, certains vont fournir des armes légalistes pour le moins surprenantes.



La soupe est amère, mais tout le monde doit y goûter

L'American Civil Liberties Union (A.C.L.U.), un organisme de défense des droits et libertés individuels, attaque le projet de loi en cour pour inconstitutionnalité. Pour ce faire, elle va employer l'argument de la discrimination sexuelle. Puisque le système judiciaire américain « s'évertue - au niveau du droit civil, cause après cause depuis une décennie, à définir toute discrimination et ensuite redresser l'injustice qu'elle porte aux Noirs ou aux femmes, il risque de se montrer sensible, selon l'A.C.L.U., au fait que la loi du recensement n'implique que les

hommes jeunes, alors que les femmes y échappent. Pour citer Gara Lamarche, un avocat de l'A.C.L.U. de New York, « s'ils projettent de violer les droits individuels des gens en les recensant, qu'ils le fassent de façon égale pour tous »,

Le 19 juillet, la Cour suprême rejette la requête de l'A.C.L.U. Fin du deuxième épisode. Le recensement commence, dans un climat que les autorités américaines auraient préféré plus serein.



HELL NO, WE WON'T GO !

Le 22 mars 1980, plus de 30 000 personnes manifestent à Washington contre le recensement. De nombreuses organisations, qui souvent sont les mêmes que celles qui animaient le mouvement anti-guerre dans les années 60, commencent à élaborer dès le printemps une série de stratégies diverses pour résister au recensement : manifestations de masse devant les bureaux de poste, comités de vigilance, désobéissance civile, aide légale aux réfractaires, faux noms systématiques sur les formulaires etc. « La majorité de ceux qui résisteront ne seront pas organisés par nous, expliquait un militant anti-conscription au New York Times ». Elle sera composée des milliers de « kids » qui feront de la résistance passive en restant invisibles le jour du recensement. Et le gouvernement n'aura pas grands moyens pour poursuivre même une petite partie d'entre eux. « Le déroulement de la première journée du recensement ne l'aura pas démenti, et il sera bien difficile de trainer en justice les 700 000 réfractaires que prévoient les groupes luttant contre le recensement.

« Mon fils va avoir 15 ans dans une couple de semaines, nous disait Martha Baker. Quand j'ai commencé dans ce mouvement (Women Strike for Peace), il venait de naître. On repart à zéro. »



LE RECENSEMENT DES FEMMES ET LES RÉPONSES DU MOUVEMENT

« Nous sommes toutes pour l'égalité, mais qui voudrait une part d'un gâteau pourri ? ».
(Martha Baker)

La National Organisation for Women : L'E.R.A. pris en otage

La National Organisation for Women (N.O.W.), le groupe de pression féministe le plus important — 150 000 membres — a adopté vis-à-vis le projet de recenser les femmes une position contestée tant par les organisations luttant contre la conscription que par une grande partie du mouvement des femmes. Sa réponse à la proposition de Carter, très popularisée par les médias d'information, a souvent fait figure de LA réponse des femmes au projet de les recenser et de les conscrire. « N.O.W. est contre la conscription, estimant l'armée volontaire suffisante, nous expliquait Barbara Rachman, directrice du chapitre de Manhattan. Cependant, si conscription il y a, nous ne pouvons pas demander que les femmes en soient exemptées puisque nous travaillons pour l'égalité. L'égalité des droits implique l'égalité des responsabilités. »

Dans la stratégie de N.O.W., l'armée représente un secteur d'emploi comme un autre, et les femmes y sont victimes de discrimination. Lorsque nous avons demandé à Barbara Rachman si éventuellement N.O.W. pourrait s'impliquer dans un mouvement général contre la conscription, elle nous a répondu que pour 1980 et 1981, la priorité de son organisation se situait au niveau de

8. New York Times du 15 juin 1980.

l'Equal Rights Amendment (E.R.A.), de sa ratification par les États qui ne l'ont pas encore fait.

Sur le point d'aboutir, après une lutte de cinquante ans, la bataille pour l'E.R.A. se retrouve de plus en plus serrée. Depuis quelques années, la lutte pour l'égalité juridique et celle pour l'avortement libre sont devenues les cibles communes catalysant l'unification morale d'un mouvement de droite populaire. Au moment où elles se croyaient le plus proche du but, le vent se met à tourner. Carter les prend au piège et l'éléphant républicain s'apprête à piétiner leurs plates-bandes si patiemment cultivées. Ce n'est pas dans cette conjoncture qu'elles pourront virer de cap et se mobiliser sur le militarisme et la conscription.



QUELQUES NOTES SUR L'E.R.A.

« L'E.R.A. n'exige qu'une chose : mettre fin à toute forme de discrimination légale basée uniquement sur le sexe d'un-e individu-e. Il s'agit d'un des amendements à la constitution américaine les plus courts jamais proposés et sa formulation exacte se lit comme suit :

- I — L'égalité des droits au regard de la loi ne sera ni refusée ni restreinte par les États-Unis ou par n'importe quel État à cause du sexe.
- II — Le Congrès aura le pouvoir d'appliquer par une législation adéquate les termes de cet article de loi.
- III — Le présent amendement prendra effet deux ans après la date de sa ratification. »

Pour faire partie intégrante de la constitution, un amendement doit être ratifié par les deux Chambres du Congrès et ensuite, par les ^{3/4} des États. L'E.R.A. fut introduit devant le Congrès en 1923 et présenté chaque année depuis cette date. Ce n'est qu'en 1971 que la Chambre des Représentants le ratifie, suivie l'année suivante par le Sénat. Restent les États ; à l'heure actuelle, 35 d'entre eux l'ont déjà ratifié. Pour que l'E.R.A. devienne loi, il lui faut gagner trois États supplémentaires d'ici juin 1982. Les 14 États qui ne l'ont toujours pas ratifié sont en majorité des États du sud qui se distinguent par leurs législations très conservatrices au niveau des droits civils⁹.



FÉMINISME ET MILITARISME

« Le département de la Défense s'est appliqué à créer l'impression auprès du public que l'armée constitue une sorte de croisement entre le collège communautaire et le camp d'été. » (Janis Kelly, de Off Our Backs)

Si N.O.W. se retrouve coincée sur le terrain de l'égalité juridique, d'autres mouvements par contre ont immédiatement réagi à la proposition visant à recenser les femmes ; forums, conférences, colloques visant à mettre en commun analyses et stratégies se sont organisés un peu partout. Le 1er mars, à Washington, le Washington Area's Women Center organisait un forum « Les femmes et la conscription » en vue d'une coalition des mouvements féministes locaux, des militant-e-s pour la paix, des groupes anti-nucléaire. On a pu voir s'exprimer à cette occasion une position féministe politique sur l'armée en tant que telle lors de l'intervention de Janis Kelly du journal Off Our Backs. Selon elle, l'objectif

fondamental de l'armée volontaire a été camouflé depuis sa création. D'abord et avant tout, une armée est un instrument de meurtre collectif sous la direction de l'État, et non un programme d'égalité de chances à l'emploi comme voudraient le faire croire les libéraux. L'image projetée par la propagande de l'armée est conçue soigneusement pour occulter les deux caractéristiques principales de la formation militaire : la capacité de tuer et l'obéissance inconditionnelle, grâce à un entraînement totalement déshumanisant. Pour Janis Kelly, le féminisme s'oppose au militarisme par sa non-violence fondamentale et l'importance qu'il accorde au pouvoir individuel des femmes. Si les femmes se battent depuis des années pour acquérir ce pouvoir, ce n'est pas pour le déléguer à une quelconque autorité, surtout militaire. Elle met aussi l'accent sur l'internationalisme inhérent au féminisme : « Aucun intérêt national ne peut supplanter notre sororité commune et nous faire appuyer la machine meurtrière mâle dans son projet d'assassiner, violer et torturer nos soeurs des autres pays. »

Les femmes contre la guerre

Le 10 juin 1980, Women U.S.A., un nouveau réseau d'information, d'échanges et d'action politique, organisait à New York un meeting en collaboration avec d'autres groupes dont Women Strike for Peace et la Coalition Against Registration and the Draft sur le thème « Les femmes contre la guerre ». Bella Abzug, ex-représentante au Congrès et l'une des leaders du mouvement des femmes pour la paix, y a bien précisé qu'elle ne lèverait pas le petit doigt pour que les femmes soient elles aussi prises dans les rouages de la conscription militaire : « Nous nous faisons prendre au piège de l'égalité quand nous permettons aux militaristes de nous dicter les termes du débat ou de nous faire la leçon selon LEUR concept de l'égalité. Féminisme et militarisme ne peuvent coexister. Comment pourrions-nous croire qu'il soit possible de travailler pour l'obtention de nos droits dans une société dominée par le Pentagone, l'industrie d'armement et le monopole du pétrole qui prennent les forces armées pour leurs services de sécurité privés? »

Abzug vient poser ici l'une des questions cruciales que le mouvement des femmes américaines doit envisager à l'heure actuelle. Elle s'adresse principalement à ce féminisme américain qui se base sur l'égalité juridique des femmes, égalité que devrait garantir la constitution. Pour un très grand nombre de femmes qui s'identifient comme féministes aux États-Unis (cette étiquette se porte plus facilement qu'ici), leur lutte s'inscrit dans les rouages de la vie politique américaine qu'elles utilisent sans remettre en question lobbying et reconnaissance par les institutions de la force politique des femmes. Elles prennent au pied de la lettre le postulat idéologique « make democracy work for you ». C'est cette foi dans les institutions démocratiques américaines qu'Abzug veut ébranler au nom des intérêts réels des luttes de femmes.

Reagan, dans son programme électoral, promet le rétablissement de la suprématie militaire des États-Unis ; il accompagne cet objectif d'une mesure précise : la remise sur pied de la commission des activités anti-américaines.

En effet, que va-t-il rester du féminisme, de sa portée politique et de ses acquis, dans un État militarisé où toutes les politiques du pouvoir se justifieront au nom d'une référence supérieure, celle de l'« intérêt national »?

9 « Some basic facts about E.R.A. ». publication du chapitre de New York de N.O.W.

Le suivisme de la politique extérieure canadienne, illustré par le boycott des Jeux olympiques, l'affaire de l'ambassade à Téhéran, les déclarations guerrières de Lamontagne et la fermeture des frontières aux éventuels réfractaires américains à la conscription, ne présage rien de bon. Pour nous, si nous sommes à l'écoute des féministes américaines, c'est que leur capacité de résistance à la militarisation d'une nation dont nous dépendons politiquement, culturellement et économiquement revêt une très grande importance. Nous ne sommes pas à l'abri du phénomène de montée de la droite qui semble se généraliser en Amérique du Nord.

Lise Moisan, Claudine Vivier



« Ils veulent nous faire marcher
mais ils ne nous donneront
pas de souliers. » K.M.

Kate Millet, auteur entre autres de la Politique du Mâle, d'En Vol et de Sita, s'est beaucoup impliquée dans la lutte contre la guerre du Viet-Nam. Elle a également participé activement tant aux États-Unis qu'au niveau international au mouvement de dénonciation du régime du shah d'Iran et du soutien américain dont il bénéficiait.

En tant que militante féministe et pacifiste de la première heure, nous l'avons rejointe par téléphone pour lui demander ce qu'elle pensait de la montée militariste aux États-Unis.

L.V.R. : On t'a présentée bien souvent comme une pacifiste impénitente. Peux-tu définir ton pacifisme, le contenu que tu lui donnes?

K.M. : Il faut d'abord s'entendre sur l'orthographe. Cela s'écrit « pacifism » et non « passivism » ! Pour moi, être pacifiste implique un engagement militant, ni religieux, ni non-violent. Le pacifisme militant représente une RÉSISTANCE à toutes les aventures militaires et nationalistes organisées du patriarcat. On m'a souvent demandé si comme pacifiste j'aurais soutenu la guerre contre Hitler. S'il y a eu la guerre, c'est que personne n'a rien fait pour éviter qu'elle ne devienne nécessaire, personne n'a arrêté Hitler avant. Il faut s'organiser pour arrêter Carter. Il y a aux États-Unis l'idée très répandue qu'il peut être nécessaire d'aller en guerre, que c'est dans l'ordre des choses. Pourtant, en abdiquant toute responsabilité et en laissant Carter et les présidents qui l'ont précédé appuyer le shah d'Iran depuis 1953, le peuple américain s'est montré moralement responsable du régime dictatorial de Reza Pahlavi. Nous sommes bêtement fidèles à nos

gouvernants et nous croyons trop en notre « nation-state ». Notre américano-centrisme rend difficile un travail d'organisation au niveau international. En tant qu'anarchiste, je pense qu'il faut développer une organisation supra-nationale. Cela fait aussi partie de la logique internationaliste du féminisme. Le patriarcat est international.

L.V.R. : Que penses-tu du rétablissement du recensement?

K.M. : C'est un geste arrogant et impérialiste. Les États-Unis ne sont pas menacés par une guerre. Quant à la conscription féminine, il est totalement ridicule qu'un pays qui nie aux femmes le statut de citoyennes à part entière vienne leur imposer la conscription. C'est une gifle supplémentaire aux femmes et je trouve effrayant qu'il n'y ait pas eu de réponse plus vigoureuse du mouvement. Les étudiants n'ont guère réagi non plus et c'est décevant. Ils sont pourtant les premiers menacés et pourraient défendre leurs propres peaux.

L.V.R. : La proposition de Carter de recenser les femmes ressemble fort à une manoeuvre de diversion ; tout le débat s'est polarisé sur la place des femmes dans l'armée, leur accès aux postes de combat, etc. Les médias en ont fait un grand battage et la loi du recensement elle-même est passée en douceur...

K.M. : C'est effectivement une tactique de diversion importante dans la stratégie de Carter. De toutes façons, il n'a jamais eu l'intention de voir le projet aboutir concrètement. C'est aussi un geste punitif contre le mouvement des femmes — « Vous allez marcher mais nous ne vous donnerons pas de souliers » — une réponse insultante à toute la lutte pour l'E.R.A., une façon de nous fermer la gueule : « Vous voulez l'égalité? O.K. Nous vous la donnerons quand vous serez en uniforme, entassées comme du bétail dans les camions de transports de troupes. » De plus, cette idée de conscrire les femmes est ridicule parce qu'ils ne veulent pas de nous dans leur armée. D'ailleurs, leur refus de nous voir accéder aux postes de combat ne fait que clarifier ce qui est implicite dans leur discours. Le privilège qui consiste à tuer du monde et qui symbolise un statut, les femmes ne le méritent pas. De toutes façons, ils ont toujours trouvé mille et une manières de mobiliser les femmes en temps de guerre sans les intégrer à l'armée. S'ils menacent de les conscrire, c'est pour les contrôler davantage.

L.V.R. : Que penses-tu de la position de N.O.W. par rapport à la conscription des femmes?

K.M. : Absolument malvenue, irréfléchie et illogique. C'est une position de compromis : « On négociera avec vous si nous nous donnez l'E.R.A. » Mais il n'y a aucune nécessité d'avoir une conscription ! S'il s'agissait d'une vraie guerre de défense, je serais la première à embarquer !

L.V.R. : Existe-t-il d'après toi la possibilité d'une riposte cohérente et massive du mouvement des femmes au processus de militarisation, au climat patriotique et alarmiste qui se développe actuellement?

K.M. : Ce qu'on peut dire, c'est que ça ne marche pas très bien. Les médias ont faussé le jeu. Quand la proposition de conscrire les femmes a été rendue publique, la seule position qu'ils ont présentée, c'est celle de N.O.W. Pas de danger qu'ils aient interviewé Bella Abzug ou Gloria Steinem !

L'attitude de N.O.W. est une réaction de personnes obéissantes et gouvernées et, compte tenu de l'implication passée des féministes dans la lutte contre la guerre du Viet-Nam, elle apparaît particulièrement réactionnaire. Il y a aussi une partie du mouvement qui pense que c'est radical d'être apolitique, qu'il suffit d'être lesbienne, ou spiritualiste, ou de se réclamer du « personnel » pour être radicale. L'absence de réaction forte et organisée vis-à-vis la conscription et le régime Carter est grave. Nos silences parlent très fort. Nous ne semblons pas nous préoccuper du pouvoir, des gouvernements, du patriarcat dans leur actualité. C'est bien sûr que les changements culturels qui se développent dans et par le mouvement ont beaucoup d'importance, mais il y a déséquilibre entre le personnel et le politique. Nous n'avons pas encore établi de liens avec les mouvements de femmes d'autres pays. Nous en sommes loin et nous commençons à peine à aborder la question de la militarisation ici. Je sais qu'à la conférence de Copenhague, les Danoises font circuler une pétition adressée aux chefs d'États au nom des femmes...

L.V.R. : Que penses-tu de la dépense d'énergie, de la priorité accordée à la lutte pour l'E.R.A.?

K.M. : À l'heure qu'il est, la lutte pour l'E.R.A. a le nez collé contre la barrière, de la même façon que les suffragettes se sont retrouvées bloquées pendant des années et ont dû attendre une conjoncture politique nouvelle, sur laquelle elles n'avaient pas de contrôle, pour gagner le droit de vote. L'E.R.A. ne pourra pas aller plus loin parce que la barrière est fermée et qu'elle le restera tant que les dirigeants la maintiendront ainsi...

7 juillet 1980



Propos recueillis par L.M. et C.V.

LA VIE EN ROSE DEVIENDRA GRANDE

C'est vrai, depuis notre premier numéro (mars 1980), nous n'avons cessé de « grandir ». Nous avons maintenant notre propre local (au 4073, rue Saint-Hubert, Montréal), un téléphone qui ne sonne que pour nous, (514-526-7055) et une permanente pour répondre « la Vie en rose ». Et si la formule de l'inséré dans Le Temps Fou en a réjoui plusieurs (et nous les premières), nous espérons que tout le monde applaudira à l'annonce de notre grande envolée.

En effet, le temps du « lift » tire à sa fin et en mars 1981, « la Vie en rose » paraîtra seule avec des dizaines de pages de plus pour vous en faire voir de toutes les couleurs.

À suivre dans le prochain numéro.